

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 221.

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 24 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

5% de prime de productivité ?

pour 15.000 francs par mois 750 fr.

pour 40.000 fr. par mois 2.000 fr.

TRAVAILLEURS,

retroussez

vos manches :

les « CADRES » ont faim !

L'Etat-Patron fait condamner

La bataille des grévistes par l'Etat-Policier continue

A U moment où une certaine lassitude semble s'abattre sur les grévistes, déçus de ne voir s'étendre leur action aux mines, aux transports, aux ports, les ecclésiastiques jugent bon d'intervenir en leur faveur. Les déclarations de ces personnalités mîtrées ne pouvaient évidemment avoir lieu au début du mouvement, car elles auraient placé le M.R.P. dans une fautive situation. Mais, maintenant que tout danger d'un nouveau « 36 » semble être écarté, grâce à l'attitude des centrales syndicales et du front unique : Patronat-Gouvernement, les larmes de crocodile coulent sur les carrés des travailleurs encore en lutte.

Des ministres M.R.P. s'agitent, un flottement s'observe au sein du Conseil, la presse exige que « les légitimes revendications » des travailleurs soient prises en considération. Ayant applaudi à toutes les mesures de répression, lois scélérates, déploiements policiers, nouvelles tendancieuses diffusées par la radio, réquisitions, etc., la bourgeoisie feint, à présent, de s'indigner des bas salaires et convie le Gouvernement à plus de compréhension. On n'est pas plus jésuite !

Conscient du danger que provoquerait l'abandon de cette « course de lenteur Patronat-Gouvernement » dénoncée par le Ministre du Travail M. R.P. et porte-parole de la tendance conciliatrice, M. Petsche est accouru afin de regrouper ses forces et assurer le triomphe de sa thèse : 5 0/0 et pas un sou de plus. Il y a réussi grâce à l'habileté de M. Bidault. Autour d'un texte qui donne entière satisfaction au ministre des Finances et à M. Villiers, l'union s'est reformée au sein du Gouvernement. Ces Messieurs en effet recommandent au secteur privé de s'inspirer des décisions gouvernementales et le patronat éploré ne pourra plus prendre en considération les revendications des travailleurs grâce à l'intransigeance gouvernementale.

Si les travailleurs le veulent, leurs ennemis peuvent être pris à leur propre jeu. Déjà certains patrons ont accordé 10 à 12 0/0 d'augmentation. Les grèves morcelées ont empêché l'extension de cette augmentation à toutes les corporations, jusque et y compris le secteur public. Les travailleurs doivent se ressaisir, rien n'est perdu, bien au contraire, si un sursaut profond secoue le pays tout entier, si tous, d'un accord commun, refusent l'aumône de 5 0/0 et plaquent ainsi au pied du mur ministres, cardinaux, journalistes et Cie.

Sous la cendre chaude couvent les tisons d'une action qui ne demande qu'à jaillir. Il est encore temps de les raviver.

lib

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN 145, Quai de Valmy
Paris-10° C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Four changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière bande

Le prétoire de la 11^e Chambre correctionnelle a vu, lundi, son banc de prévenus, occupé par six grévistes du Gaz de Saint-Denis. A ces hommes qui demandaient les délais d'usage pour préparer leur défense, le « Perrin-Dandin » de service qui présidait le tribunal a refusé la liberté provisoire. Dans trois jours, le président et ses complices feront un sort à ces « redoutables » délinquants ! Un sort... ? Celui de leur camarade sans doute ?... qui fut condamné samedi dernier, à un mois de prison pour le même motif !

Puis il restera encore une centaine de réfractaires, qui, distribués dans les différentes cavernes qui garnissent le Palais de Justice paieront la mauvaise humeur de vieillards séniles et acariâtres dont l'estomac délabré aura mal digéré la cotelette restée saignante par manque de pression de gaz.

Les lois « scélérates » que nous dénonçons, ici-même, il y a quelques semaines, rentrent donc en application. La magistrature couchée va pouvoir s'en donner à cœur-joie ! Les travailleurs confiés à la garde de la chiourme républicaine, risquent de remplacer dans les pénitenciers, les Béraud et les autres que des « âmes généreuses ! » s'emploient à rendre à leur « occupation » (sans jeu de mots) habituelle, afin, probablement d'accroître le cercle des « journaliers » qui se félicitent de l'« énergie » de Bidochon et consorts. A moins, évidemment que les travailleurs conscients de leur devoir de soli-

Les chats-fourrés ne chômeront pas. Supérieur en cela au patronat privé, l'Etat-Patron a entrepris de liquider la résistance ouvrière dans les entreprises nationalisées en réquisitionnant les travailleurs en grève. A ceux qui se refuseraient à abandonner leur droit de grève pour un plat de promesses, les Chambres correctionnelles se chargeront de leur rappeler qu'il existe encore au moins un patron de droit divin, l'Etat-Patron, et qu'il est dangereux de lui refuser le « servage » !

darité et de leurs intérêts bien compris n'engagent une action vigoureuse. Certes, nous connaissons pour notre part, le côté équivoque de ces grèves « roubiantes ».

Nous n'oublions pas et les travailleurs devraient se le rappeler avec nous, que les nationalisations — que nous étions les seuls à dénoncer à ce moment-là — sont l'œuvre des politiciens de « gôche » et de syndicats qui nous les présentaient alors comme un pas fait en direction du socialisme ! Nous n'oublions pas également, que les pantonnades des députés staliniens à la Chambre, ont contribué à renforcer le front réactionnaire et faciliter le vote des lois d'exception !

Mais si nous savons tout cela, si nous dénonçons tout cela, nous ne voulons pas confondre et nous ne confondons jamais les mauvais conseillers avec les travailleurs sincères qui les suivent.

Des ouvriers sont aujourd'hui en prison. Nous dénonçons ceux qui les frappent ! Nous dénonçons ceux qui,

par intérêt de parti les ont conduits là où ils sont actuellement ! Mais nous savons qu'à travers leurs erreurs (faire confiance au politicien) et malgré ces erreurs, il y a quelque chose de bon, de digne, qui nous plaît chez ceux qui

se sont refusés de répondre à la réquisition et que cette attitude, même chez des gens qui ne sont pas nos amis, nous paraît plus près de nos principes, plus estimable que celle de « purs » pour qui tous les prétextes sont bons (sur-tout l'anticommunisme) pour ne rien faire !

Et à tous ceux qui sont travaillés par des « tourments de conscience » au sujet d'emprisonnés de marque (sic), nous disons : Nous on veut bien... mais d'abord et avant tout :

Libérons les travailleurs en grève, victimes de l'Etat-patron et des politiciens qui se servent de leurs misères pour justifier leur politique impérialiste.

Maurice JOYEUX.

UN CHARLEMAGNE EN KÉPI

Que de Gaulle ne se soit même pas rendu compte de l'énormité de son parallèle entre l'époque de Charlemagne et la nôtre est un signe clinique évident. Sa mégalo-manie s'aggrave de jour en jour et, s'il n'y avait derrière lui une fraction importante de la classe petite-bourgeoise, donc un certain danger politique, il n'y aurait qu'à abandonner cette sortie aux journaux humoristiques.

Sans doute le retentissant ouvrage du général Billotte, dont nous parlons par ailleurs, trouble-t-il ses nuits ? Une concurrence sérieuse apparaît tout d'un coup. Il y oppose Charlemagne, un Charlemagne en képi, bien sûr, et qui s'appellera de Gaulle ! Un de Gaulle qui nous donnera une nouvelle version de la « bataille des champs Catalauniques » où l'Attila du Kremlin sera enfin écrasé.

Toute sa philosophie, toute sa science s'arrêtent là. Et lorsqu'il nous dit « on est presque ébloui de la perspective de ce que pourrait donner ensemble la valeur allemande et la valeur française... » il sous-entend : le tout armé jusqu'aux dents et dirigé par moi vers le glorieux combat d'où surgira l'empire modernisé de Charlemagne !

De Gaulle donne en exemple ce qui existait il y a quelque dix siècles, alors que le premier venu n'ignore rien des difficultés quasi insurmontables qui s'opposent aujourd'hui à une simple union douanière comme celle de la France et de l'Italie, par exemple. Cela confine à une imbécillité d'autant plus remarquable qu'elle est acceptée comme pain béni par ses troupes. On croit rêver !

Et d'autant plus qu'il affirme préférer « la chute de la bombe atomique à la perte de la liberté ».

Ainsi nous voilà prévenu, L'Europe soumise au sceptre de de Gaulle devra en finir avec Attila. A coups de bombes atomiques. Il ne restera plus rien. Mais nous serons « libres » !

E. A.

Derniers jours de grève chez Renault

LA DECEPTION n'a pas brisé l'espoir

BOULOGNE-BILLANCOURT en ce matin du 15 mars est calme. Les larges boulevards presque déserts s'étirent sous le ciel hésitant. Les jeunes maronniers, maigres et noirs, les bâtiments de Renault, les terrasses vagues, tout semble sombrer dans l'attente de quelque imprévisible événement. Les rares passants marchent lentement. Ils flânent, comme flâne le soleil entre deux nuages vagues.

Un portail à deux battants large ouvert : gueule d'un garage assez grand pour englober un paquebot. Un portier en uniforme. Des camions qui ronronnent, une odeur d'essence qui brûle, d'huile chaude. Plus loin, dans une rue : murs de quinze mètres de

haut, derrière les murs des bruits assourdis. On pressent les souffles du métal qui se tord, s'empale, se forme, se plie aux volontés d'une prodigieuse mécanique dont le cerveau est partout et nulle part tout à la fois. Termière industrielle. Chaque homme travaille sur une parcelle, sur ces parcelles qui vont et viennent, s'assemblent, grincent, sifflent pour finir enfin sous forme d'une voiture.

Un ouvrier passe. Son « bleu » est usé, rapiécé. Une masette lui bat les fesses. Visage tiré, regard sévère. Quatrième semaine de grève !

« C'est dur, monsieur. Mais on tient ! Il faut tenir, vous comprenez ? » le lui montre l'usine qui vibre, une cheminée qui vomit. Il a un geste las. « Des faibles. Et pas toujours les plus mal payés... Et puis... »

« Et puis ? »

« Que voulez-vous ! Cette grève est mal partie, comme les autres ! » Soudain furieux :

« C'est toujours nous, Renault, qui tirons le signal ! Mais les autres, au lieu de faire bloc, s'ament à la queue leu leu. Qu'est-ce que ça veut dire : aujourd'hui moi, demain toi hein ? Qu'est-ce que ça veut dire ? »

Nous faisons un moment route ensemble. Nous voilà rue Yves-Kermen, où se trouve la maison des syndicats. Là s'est installé le service de secours aux grévistes. Là vont et viennent en une fiévreuse animation des centaines (Suite page 2, col. 1.)

Etoiles d'or sur champ de boue

DANS le Marais Bourbeux où achèvent de se liquéfier les dernières « valeurs » d'un régime en pleine décomposition, l'« Affaire », éclatant comme une grenade dans les eaux croupissantes, vient de rejeter, ventres en l'air sur les berges boueuses, toute une faune disparate.

Marsouins de la Politique, requins de la Finance, squeles de l'Armée, maquereaux des Affaires, brochets du Syndicalisme, toute l'« élite » de la Bourgeoisie est là, grouillante, frétilante, gluante, bavarde, crachante, ruante, soufflante et vociférante, hargneuse comme une chienne à qui l'on vient de retirer son os.

Politiciens, financiers, affairistes, syndicalistes et généraux se retrouvent, patageant dans la même boue après avoir passé aux mêmes guichets, se jetant à la figure leur vénalité devant des « juges » qui les rejoindront peut-être demain dans la même abjection, chacun d'eux accusant le voisin pour tenter de se blanchir, à la manière d'un gosse pris en faute : « Ce n'est pas moi, m'sieur, c'est l'autre », ou arborant une mine offensée, à la manière du proxénète surpris la main dans une culotte : « Mais, Monsieur, je ne suis pas celui que vous croyez ! »

Eccurant spectacle ! De l'abécédaire jallit, en geyser, toute la pourriture d'une société agonisante où la réhabilitation et la corruption sont devenues règles communes. Ces hommes, barbotant aujourd'hui dans la boue, ce sont les mêmes qui, hier encore un chèque, un banquet et une parol fine, paraissent sur les tréteaux

(Suite page 2, col. 4.)

APPEL URGENT

L y a sans doute diverses façons de réveiller la conscience humaine et lui faire envisager l'aspect tragique d'une situation économique.

Nous avons cru qu'il suffisait de signaler le danger pour que chacun en prévoie les conséquences et de ce fait envoie sans tarder une contribution financière digne de l'idéal dont il se réclame.

C'était l'esprit de notre campagne de souscription intitulée : « La quin-zaine du libertaire ».

N'en serait-il rien ? Les faits donneraient-ils raison à l'analyse que nous fit Jospin lors d'un meeting sur l'objection de conscience : la conscience se liquéfie. Ou plutôt ne verrait-on dans l'attitude révolutionnaire que le rôle spectaculaire et carnavalesque ?

On s'agite beaucoup, dans les meetings. On s'indigne, on clame sa colère et lorsqu'il s'agit d'organiser la défense ou la contre-offensive... discrètement chacun se retirerait sur la pointe des pieds, laissant le soin

au « Mouvement » de tirer profit des circonstances ?

Certes, bien qu'ici nous fassions encore des réserves (ceci étant l'objet d'un autre problème), tout le monde ne peut pas prendre une part « active » à l'élaboration d'un projet. Mais tout le monde, au moins, peut et doit collaborer financièrement à une œuvre, à une action qu'il juge indispensable.

Tant que nos appels s'adressent aux sentiments de révolte, nous parlons pour les « initiés », l'oreille est toujours sensible. Serait-elle distraite dès qu'on parle fric ?

Non ! Nous n'acceptons pas une telle solution, nous ne voulons pas croire à l'existence d'une telle ligne de démarcation entre l'idée et la réalisation.

Nous voulons croire à la négligence de nos souscripteurs. Nous voulons encore croire qu'ils ne sont que des retardataires.

Mais qu'ils se pressent, c'est URGENT !

La Commission de Gestion du Libertaire.



Prolétariat intellectuel

2.- LE PROBLÈME ÉTUDIANT

II. — Les apparences : Comment les étudiants se jugent-ils ?

Ce quelques documents en guise d'introduction, serviront d'énoncé au problème que nous envisageons : Il nous appartient au cours de cette enquête, d'essayer de dégager leur signification.

Nombreux sont les témoignages sur la mentalité propre de l'étudiant moderne. L'intérêt de ceux, au nombre de cinq, que nous citons, réside aussi dans le fait que leurs auteurs sont des étudiants, ce qui nous fournit une donnée psychologique supplémentaire.

(Nous renvoyons les lecteurs désireux de plus d'information au numéro spécial du « Semeur », revue des étudiants protestants).

Paumelle, président des Maisons communautaires d'étudiants, à Paris, signale

Documents

avec justesse au sujet de la situation matérielle des étudiants :

Les réactions individuelles devant cette situation sont très diverses, et il faudrait une longue étude pour les décrire toutes : système D, travail de nuit, marché noir, psychologie du chercheur de « pistons », dégoût de ceux qui en ont bavé, déportés, résistants, anciens combattants, ou à l'opposé, renouveau d'activisme politique pour d'autres. Trois ou quatre cours par semaine, anonyme, perdu dans le troupeau, telle est la trame de la vie de l'étudiant moyen. Son drame, il est là, obscur, c'est l'isolement, seul pour trouver une chambre au hasard d'un irresponsable service du logement, seul dans la queue, au guichet de la Fac, ou à l'entrée d'un restaurant universitaire. Songeons à la situation particulièrement grave de certains ménages d'étudiants (ils sont environ 500 à Paris dans ce cas), vivant en chambre d'hôtel avec un enfant, dans une promiscuité malsaine ; mauvaises conditions d'hygiène, impossibilité de travailler dans le silence, nécessité d'un travail rémunérateur pour trois.

La plupart sont absolument accablés à cette situation : aucun particulier n'accepte de les loger, ils pourraient « s'incruster » ; l'allocation de salaire unique que leur est refusée ; la situation des étudiants coloniaux est analogue : leur couleur noire ou jaune les rend suspects à peu près partout.

Il y a aussi ce fils de paysan ou d'ouvrier qui croit voir l'aboutissement de ses efforts lorsqu'il a réussi à s'inscrire à Sciences-Po. Il lui suffit d'un mois pour ressentir durement qu'il n'est qu'un déraciné, qu'un isolé dans le monde de snobisme et de grandes phrases souvent vides. Pour peu qu'il habite dans une chambre de bonne, sans eau et sans électricité, il part à la dérive.

Ainsi, l'isolement fabrique tous les jours des écrasés, des inadaptes... Et il était prévisible que ce drame aurait des répercussions sur l'Université. Francis Janson, ex-diplômé, compare ce qu'était la Sorbonne à ce que fut la Fac :

« En Sorbonne, une impressionnante cohorte d'étudiants atones, apathiques, mais profondément raisonnables et sé-

rieux ; un conformisme à couper au couteau ; une atmosphère poussiéreuse de morne indifférence aux problèmes, et de mélancolie dépressive à la pensée du concours ; une sorte de fétichisme de la médiocrité, par défiance à l'égard du péril bien connu que constitue, en pareille circonstance, tout aveu de pensée personnelle. »

Pour Annie Besse, de l'Ecole Normale de Sèvres (membre du Comité Fédéral de la Seine du P.C.F.), la bourgeoisie et l'Etat sont coupables :

« L'Université, comme toutes les Institutions d'Etat, n'échappe pas à la loi générale établie par le marxisme selon laquelle « l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ». Aussi les communistes affirmant-ils que, dans notre société bourgeoise, l'Université française est une Université bourgeoise. Cependant, ils affirment parallèlement que leur autorité, leur rayonnement, leur nombre augmentent sans cesse. Il semble donc, au présent

(Suite page 4, col. 2.)



Abonnez-vous

Nom :
Prénom :
Rue : N°
Lieu :
Département :
déclare souscrire un abonnement au Libertaire pour une durée de
6 mois (1) 250 fr.
1 an (1) 500 fr.

et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.

(1) Barrer la mention inutile.

24-3-50



Un général sort de la tradition

ERIC-ALBERT.

Derniers jours de grève chez Renault

L'homme me regarde. Il est grisonnant, ridé, mais trapu, large.
— Pourquoi ? En voilà une question !
Un autre s'approche. Puis un autre.

été respectée. La liberté a été mutilée
Mais l'espérance demeure, profonde,
puissante, gorgée de ces mêmes sèves
de vie qui, demain, feront éclater le
printemps. Jean CLARI.

Car que sont-ils d'autres que de vulgaires souteneurs, ces politiciens tarés, ces financiers véreux et ces généraux ver ! C'est pourquoi ils ne peuvent

Etoiles d'or sur champ de boue

Car que sont-ils d'autres que de vulgaires souteneurs, ces politiciens tarés, ces financiers véreux et ces généraux ver ! C'est pourquoi ils ne peuvent

Honneur et Patrie !
De ce drapeau tricolore que les généraux corrompus saluaient dans un impeccable garde-à-vous...

Mais alors, comment qualifier ceux qui, on ne sait pour quelles raisons tactiques indéfinies, sont prêts à abandon-

Aux Auberges de la Jeunesse DE L'OBJECTIVITÉ

Mais alors, comment qualifier ceux qui, on ne sait pour quelles raisons tactiques indéfinies, sont prêts à abandon-

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

La Gérante : P. LAVIN.

8° REGION

Du chant, du théâtre, de la

RÉUNIONS PUBLIQUES

Salle Noize, en face le Stade Municipal
Autobus 147, arrêt Mairie

TOURNEE JOUEUX

La gestion ouvrière

Chaque secrétaire de groupe ne pourrait-il faire son possible pour écrire « lisiblement » son communiqué sur une feuille blanche de grandeur respec-

Avant d'aller condamner à une année de prison un objecteur de cons-

Au plus tard, envoyez vos communiqués le samedi matin.

ment dit les adeptes de la commune libertaire réagissaient avec un ensemble touchant hurlant à la manière de nos

camarades : ou bien il en reconnaît la valeur ou bien il n'a pas trouvé de controverse possible. En tout état de cause, il évite de les aborder. C'est plus prudent, mais moins objectif.

Avis aux Secrétaires de groupes

pourrait-il faire son possible pour écrire « lisiblement » son communiqué sur une feuille blanche de grandeur respec-

Au plus tard, envoyez vos communiqués le samedi matin.

controverses possibles. En tout état de cause, il évite de les aborder. C'est plus prudent, mais moins objectif.



CULTURE ET RÉVOLUTION



PROBLÈMES ESSENTIELS

I. - Etat et organisation sociale COMMUNALISME et syndicalisme

Si nous analysons l'état des esprits dans un pays comme la France, et à cette fin de la première moitié du vingtième siècle, nous constatons que la moitié au moins de nos contemporains est arrivée, quant à la situation sociale, à des conclusions négatives qui ne se différencient guère des nôtres. La condamnation de l'économie libérale contre laquelle l'Etat a réagi à peu près dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, est un fait presque universel. Mais la condamnation de l'Etat en est un autre. Malheureusement, ceux qui combattent l'économie libérale, appartiennent, quand ils sont organisés, et pour la plupart à des partis fondamentalement étatistes. Et ceux qui, pour défendre la liberté, combattent l'Etat, ont le plus souvent peur du socialisme qui ne leur apparaît que sous la forme bureaucratique et autoritaire. Une bonne partie d'entre eux, qui figurent dans la moyenne de quarante pour cent d'abstentions enregistrées dans les élections de ces quatre dernières années, s'en tient donc à une attitude générale de retrait et de passivité.

Mais il est aussi des gens qui répugnent aux solutions dictatoriales, étatistes, et qui prennent part au combat social. Ces gens ont peur de l'anarchie qui leur apparaît toujours, quoi que nous fassions et quoi que nous disions, comme l'incarnation du désordre échoué, ce qui ne peut nous surprendre quand on sait que neuf fois sur dix Proudhon lui-même, « le père de l'anarchie », a donné à ce mot un sens absolument identique à celui que lui donnent nos adversaires. Mais ils sont incapables de concevoir une autre forme d'organisation sociale que celle du libéralisme économique, ou de l'Etat. Et, bien qu'ils se méfient de ce dernier, ils aboutissent le plus souvent à lui comme élément coordinateur des activités générales dans la société nouvelle.

Pourtant leur conception étatiste est assez particulière. De plus en plus ceux qui ne sont pas fanatisés par le totalitarisme marxiste-léniniste-stalinien désirent que le rôle de l'Etat soit limité à l'organisation des choses et s'étende le moins possible au gouvernement des hommes. Et parmi eux il en est qui sont libertaires sans le savoir, car ce qu'ils appellent l'Etat, ce qu'ils conçoivent sous ce nom, est simplement l'organisation fonctionnelle de la société. Etat et organisation sociale sont deux choses dont la confusion fréquente a provoqué, de la part de certains écrivains et théoriciens anarchistes — Jean Grave, Malatesta, Kropotkin, etc. — des mises au point qui malheureusement n'ont été ni assez retenues, ni assez répétées. Mais c'est chez Bakounine que nous trouvons la distinction essentielle la plus fondamentale, d'où découlent toutes les autres, et il convient de reproduire les lignes où cette distinction est établie, et dont l'exacte compréhension est aussi nécessaire à de nombreux adversaires qu'à un certain nombre de défenseurs de l'anarchisme :

« En approfondissant le sens de ces mots : lois naturelles, nous trouverons qu'ils excluent d'une manière absolue

RETARDATAIRES, C.C.P.
Robert Joulin 5.561-76 Paris

l'idée et la possibilité même d'un créateur, d'un ordonnateur et d'un législateur, parce que l'idée d'un législateur exclut d'une manière tout aussi absolue celle de l'hérédité des lois aux choses ; et du moment qu'une loi n'est pas inhérente aux choses qu'elle gouverne, elle est nécessairement, par rapport à ces choses, une loi arbitraire, c'est-à-dire fondée non sur leur propre nature, mais sur la pensée et la volonté du législateur. Par conséquent, toutes les lois qui émanent d'un législateur, soit divin, soit humain, soit individuel, soit collectif, et fût-il même nommé par le suffrage universel, sont des lois despotiques, nécessairement étrangères aux hommes et aux choses qu'elles doivent diriger : ce ne sont plus des lois, mais des décrets auxquels on obéit, non par nécessité intérieure et par tendance naturelle, mais parce qu'on y a été obligé par une force extérieure, soit divine, soit humaine à laquelle l'hypocrisie sociale, plutôt inconsciente que consciente, donne arbitrairement le nom de loi.

« Une loi n'est réellement une loi naturelle que lorsqu'elle est absolument inhérente aux choses qui la manifestent à notre esprit, que lorsqu'elle constitue leur propriété, leur propre nature

En reprenant cette rubrique, Le Libéraire a l'intention de donner à ses lecteurs une idée des positions constructives des anarchistes. Nous publierons d'abord une suite d'études de G. Leval sur les divers aspects du rôle de l'Etat alternées avec des articles d'autres collaborateurs.

plus ou moins déterminée et non la nature universelle et abstraite de je ne sais quelle substance divine ou d'une pensée absolue ; substance et pensée nécessairement extra-mondiales, surnaturelles et illogiques, parce que si elles n'étaient pas, elles s'annihileraient dans la réalité et dans la logique naturelle des choses. »

Il y a donc, pour Bakounine comme pour tout homme sensé, des lois naturelles, c'est-à-dire des « règles inéluctables », comme dit le dictionnaire, imposées par le déterminisme cosmique et qui échappent à notre influence ; c'est-à-dire aussi dans le domaine humain, les impositions de la vie, — satisfaisant ses besoins et se livrant à toutes les activités nécessaires pour y parvenir — dans le domaine social, individuel et collectif, l'établissement d'un comportement volontaire, mais moralement, intellectuellement, sentimentalement et physiquement obligatoire qui devient une nécessité biologique — dont les premiers actes sont le travail et le respect de la personnalité d'autrui ; c'est-à-dire, enfin, une façon particulière de vivre, de s'organiser, de se conduire, qui se modifie selon que se modifient les goûts, les besoins et la morale des hommes.

Toutes ces lois sont « inhérentes à la nature des choses » en sont l'émanation directe, l'expression, la synthèse ou la conséquence obligatoire. Elles

URGENT, C.C.P. Robert
Joulin 5.561-76 Paris

sont ce que Bakounine appelait, en se plaçant au point de vue social humain, des lois naturelles, comme les normes qui régissent la vie d'une colonie de castors, de fourmis ou d'abeilles sont aussi des lois naturelles. Et tant que la société humaine vit, se développe, s'organise, produit, distribue, consomme, agit d'après ce que ses lois naturelles imposent ou suggèrent, elle se comporte d'une façon à peu près semblable, souvent absolument comparable à celle que réclament les libertaires.

Mais dès que les lois ne sont plus naturelles, c'est-à-dire l'expression des besoins et la simple orientation émanant de ces besoins et de la façon de les satisfaire, elles deviennent artificielles et fausses parce que, étant le résultat d'une organisation — dans ce cas l'Etat — qui se situe au-dessus de la société qu'il tend à modeler plus selon sa nature et ses besoins que selon la nature et les besoins de la société même.

Si nous cherchons à établir la différence pratique que ces deux conceptions opposées de la liberté, de la loi naturelle inhérente aux activités, aux individus et aux groupements humains, et celle, arbitraire, émanant d'organismes situés en dehors des activités, des individus et des groupements qu'elles gouvernent, nous n'avons qu'à opposer l'organisation fédéraliste libertaire et celle de l'Etat.

L'Etat, quel qu'il soit, impose sa jurisprudence et sa juridiction à TOUTE la société. Il ne connaît de limites que celles qu'il veut bien respecter. Il peut les supprimer quand il veut. Non seulement il fait la loi : il contrôle, sanctionne, admet, modifie, rejette les chartes, les règlements, les principes et normes d'organisation des collectivités (villages, communes, associations, etc.), tout ce qui est lois naturelles, pour imposer son autorité, sa volonté.

Par contre, l'organisation fédéraliste même centralisée, ou coordonnée de bas en haut, comme la réclamation Bakounine et nos camarades de la première Internationale pour les activités embrassant des régions et des groupes de nations n'implique par cette immixtion teneuse d'autonomie et d'initiative. Il peut y avoir des normes générales issues d'un concert établi pour des tâches déterminées, sans que cela suppose que chaque collectivité de base dépende, ainsi que toutes les autres, d'un organisme central négateur de la liberté et la volonté éternelle.

Telle est, essentiellement, la différence entre l'organisation de la société par

elle-même et l'organisation de la société par l'Etat.

On nous tient souvent ce raisonnement : il faudra bien, dans votre société, des hommes, des organismes chargés de coordonner la production, de distribuer les matières premières, les produits de l'agriculture et ceux issus des différentes industries ou qui seront à la tête des services publics, comme la poste ou les chemins de fer ; ces hommes et ces organismes constitueront

par **Gaston LEVAL**

un ensemble d'individus qualifiés, un appareil technique et administratif d'autant plus grand que les activités de la société seront plus nombreuses et plus importantes. Eh bien, cet appareil, voilà ce que nous appelons l'Etat.

Cette confusion vient de ce qu'on ne comprend pas la nature véritable de l'Etat.

Le Conseil d'administration d'une compagnie non étatisée de chemins de fer, de mines, de navigation, d'aviation que nous nomme une assemblée d'actionnaires à laquelle il doit rendre des comptes, devant laquelle il est responsable et qui lui fixe les limites de ses attributions, est-il un Etat ? Non, car il fait partie de la nature même de l'organisation qui le nomme, il ne s'en sépare pas, il ne constitue pas un organisme à part, une superstructure qui impose sa volonté.

La commission directrice d'une société de secours mutuels ou de bienfaisance, d'une institution internationale comme la Croix-Rouge, constitue-t-elle un Etat ? Non, car elle aussi est inhérente à la nature de l'organisme qui l'a nommée, et au sein duquel elle reste.

La commission directrice d'une société sportive, d'une organisation culturelle, artistique ou scientifique, celle d'une coopérative, d'une fédération nationale de coopératives, celle de l'Alliance Coopérative internationale, qui compte aujourd'hui 143 millions d'adhérents et dont les activités matérielles sont colossales, constitue-t-elle un Etat ? Encore une fois non, car dans tous les cas, elle est une partie intégrante de l'organisme qu'elle dirige et dont elle ne se sépare pas.

Enfin, la Commission directrice ou administrative d'un syndicat, d'une fédération syndicale, nationale ou internationale, constitue-t-elle un Etat ou quelque chose de comparable à un Etat ? Non, pour toutes les raisons que nous avons citées dans les cas précédents.

Certes, dans tous ces cas, les organismes de direction, d'administration ou de coordination ainsi nommés ne sont et ne seront jamais exempts de déviation autoritaire. Le goût de la domination est, lui aussi, inhérent à certaines natures humaines, et nous ne serons jamais assez en garde contre ses méfaits. Mais il s'agit, quand il apparaît dans ces circonstances, d'une déviation, et non de l'exercice normal d'un principe établi. Et il sera toujours possible de réagir et d'éliminer ceux qui seraient tentés de vouloir agir autoritairement car ils n'ont à leur disposition ni la possibilité de faire des lois, ni celle de les imposer par un pouvoir supérieur par la police, la magistrature, l'armée, les camps de concentration ou la privation absolue de travail et de pain.

Le gouvernement, tête de l'Etat et l'Etat lui-même, sont tout autre chose. On peut nous dire qu'en régime démocratique, les députés, les sénateurs, et par leur intermédiaire les ministres, sont choisis librement sur la loi de programmes concrets auxquels adhèrent les électeurs ; que par conséquent, ils sont, eux aussi, les délégués de ceux qui les nomment ; que lorsqu'ils votent des lois, quand ils augmentent les impôts ou les budgets que devra payer la population laborieuse, ces députés-délégués, élus par suffrage universel, ne font que répondre à la volonté déclarée ou supposée de leurs mandants ; et qu'au fond le système parlementaire représentatif ne diffère pas tellement de ce système de délégation que nous proposons.

On peut, théoriquement, admettre cette ressemblance. En fait, la différen-

ce est grande, car le gouvernement et l'Etat se chargent de tout falsifier, de tout aduler.

D'abord, dans la société actuelle où tous luttent contre tous, la rivalité des intérêts économiques et politiques fausse l'application de tous les programmes et sacrifie l'intérêt général à celui des fractions des groupements et des coteries. Ensuite et surtout, le principe de la délégation est faussé parce que nous nous trouvons en présence d'une organisation politique, fille d'un pouvoir politique — gouvernement et parlement — qui agissent au moyen d'un organisme politico-administratif l'Etat. Et cette organisation, ce pouvoir, cet organisme constituent une excroissance multiforme qui fait partie de la société comme la plante parasitaire fait partie de l'arbre auquel elle est agrippée. Et le malheur est qu'elle peut s'étendre d'une façon illimitée et faire la loi à l'arbre de vie qu'elle domine et qu'elle épuise en prétendant la servir.

Nous sommes partisans de l'organisation naturelle, directe, et cela sur l'échelle petite ou grande que réclament les divers besoins sociaux. Nous n'ignorons pas que la complexité et la multiplication croissante de ces besoins, aidés par le développement des moyens de transport, rendent les hommes solidaires à l'échelle planétaire et que les problèmes économiques ne se présentent pas comme au moyen âge, ou seulement comme il y a cinquante ans. De plus en plus, l'organisation de la production, de la distribution, de la consommation, des transports, de l'hygiène, des services publics, des loisirs, débordent le cadre local et régional, deviennent un fait d'ordre national, international, mondial. De plus en plus elle implique une coopération, et par conséquent une organisation universelle.

Que l'on s'efforce, selon la conception que l'on a de la vie, d'échapper à cette organisation quand elle devient trop impersonnelle, et de se dédier à des activités où l'homme peut développer et cultiver le plus possible sa personnalité, c'est une question à laquelle nous ne pouvons nous arrêter, car elle n'entre pas dans le but de cette étude. L'important est que l'anarchisme socialiste ou communiste, ne repousse pas l'organisation « en soi », n'est pas la négation, mais l'affirmation d'une méthode et d'un principe de cohésion des activités, quelle qu'en soit l'échelle.

LE BILLET DU MILITANT

Les anarchistes et les réformes

LES Anarchistes sont des partisans du tout ou rien, ils n'ont que des positions « anti », entend-on souvent.

Est-ce exact ?

Certainement pas. Comment les Libertaires pourraient-ils se désintéresser du sort des hommes jusqu'à l'avènement d'une transformation radicale, d'une Révolution Sociale ? Une telle position nous condamnerait à apparaître comme des gens à qui il est indifférent que les enfants soient maltraités et tués au travail, que les hommes soient exténués par des journées de 16 heures, etc. Ce serait condamner toute l'activité syndicale des anarchistes, toute l'histoire de leurs luttes. Certes, le mot « réforme » est gênant, il prête à confusion avec les « réformes » administratives ou il lusoires voulues par les Etats. S'il s'agit d'avantages incontestables comme la réduction du nombre des heures de travail, le mot réforme est peut-être impropre, mais ce qui est certain, c'est

RETARDATAIRES, C.C.P.
Robert Joulin 5.561-76 Paris

que cela intéresse les anarchistes et est, en grande partie, leur œuvre (se rappeler les martyrs de Chicago et les origines du 1^{er} mai).

On peut même affirmer que ce sont surtout les révolutionnaires qui ont, par leur combativité, animé les luttes qui ont abouti à des résultats. Les réformistes sont justement ceux qui n'ont rien obtenu ou rien fait. Mais les « résultats partiels » — bannissons le mot réforme — n'ont pas nécessairement pour conséquence d'abaisser la combativité des masses, parce que, jusqu'à la victoire

finale, ces résultats sont sans cesse remis en question.

Ces « résultats partiels » peuvent au contraire donner aux travailleurs conscience de leur puissance et de leurs capacités, mais ils doivent être considérés non comme des étapes, mais comme des tremplins, des bases de départ.

Bien loin de nuire à l'action directe, ils sont les occasions et les fruits de l'action directe ou de la pression de l'opinion publique. Les lois sociales ne font qu'enregistrer, après la bataille et elles ne sont appliquées que si se maintient la pression prolétarienne.

En résumé, les anarchistes ne se distinguent pas par leur mépris des conquêtes ouvrières limitées, mais par la place qu'ils leur assignent : ils les jugent comme des plateformes de combat, ils soulignent leur caractère précaire et insuffisant. Enfin, ils appellent à la vigilance et à la clairvoyance populaires, car l'Etat — et les Etatistes — peuvent facilement détourner les résultats acquis de leurs destinations, voire les retourner contre ceux qui les ont voulus. Les anarchistes se réservent donc le droit de combattre telle ou telle « réforme » étatisée.

De nos jours, ne manquent pas les exemples de lois et institutions prétendant appliquer les principes « socialistes » ou « sociaux » et qui ne sont que de dangereuses contrefaçons. Nous pensons immédiatement à la Sécurité Sociale, aux Allocations familiales, aux Nationalisations. Nous y reviendrons, en montrant que notre position critique ne peut jamais se réduire au simplisme d'affirmations anti : « A bas les Nationalisations ! A bas la Sécurité Sociale », qui nous feraient ranger dans le camp du conservatisme ou de la réaction.

GEORGES.

A côté du communalisme, du fédéralisme et du syndicalisme, la coopération est appelée à fournir une base économique et morale à un système social étalant ses possibilités en dehors de l'Etat et du capitalisme.

La coopération n'est pas sortie de la tête d'un réformateur, d'un savant ou d'un économiste, elle est le produit de la nécessité, née du besoin d'échanger des services, d'écouler des marchandises, de grouper le travail.

Si le syndicalisme est la grande révolution morale du XX^e siècle, la coopération est elle aussi, une grande révolution. Son objet est de produire pour consommer et non pas de produire pour ramasser de l'argent. Elle diffère donc de l'exploitation capitaliste des besoins dont le but est le profit.

Malgré son hégémonie, le capitalisme ne peut pas plus abattre la coopération qu'il ne peut éliminer la petite et moyenne entreprise, le petit et moyen commerce, l'artisanat ou le travailleur indépendant. Ces diverses formes économiques coexistent et le capitalisme ne peut triompher que si les frais généraux peuvent être amortis par une production considérable et un écoulement assez facile de marchandises.

Ce n'est pas par hasard que le capitalisme a son domaine dans l'industrie des machines agricoles, des automobiles, du cuivre, du coton, du fer, du pétrole, de la soie artificielle ; partout où d'énormes capitaux sont nécessaires, d'énormes moyens de production, d'énormes possibilités de débouchés.

Il a donc laissé divers secteurs libres de son emprise parce que cette dernière a besoin pour s'exercer, d'étendues, d'espaces, de possibles développements ultérieurs. Son apparition est interdite dans deux secteurs :

Le secteur représenté 1^{er} par l'économie familiale, artisanale, paysanne.

2^o Le secteur coopératif.

Cette interdiction n'est évidemment pas législative, mais tient d'une part aux capacités d'organisa-

tions des petites cellules économiques pour résister à l'envahissement de l'autre, aux conditions qui rendent le capitalisme viable. Un Proudhon ne pourrait pas se développer dans une ville de 10.000 habitants. Son chiffre d'affaires serait négligeable.

Ainsi, dans la Société, l'Etat, le capitalisme ne remplissent pas toutes les cellules de la vie économique et politique. Lorsqu'ils s'éloignent des parties centrales, ils sont freinés et stoppés dans leur expansion par la résistance que leur font les couches sociales périphériques.

Il est évident que la coopération, quoique de principe et de but libertaire, est ligotée par l'Etat, comme toute entreprise, dans une législation fiscale et limitative, mais le fait qu'elle se développe malgré cela, en faisant quelques concessions au milieu, mais sans aliéner sa raison morale et économique : personnaliser le travail, l'émanciper du capital, montrer qu'elle est saine et salvatrice.

Elle rejoint donc le syndicalisme qui ne veut pas seulement être un instrument de défense des intérêts salariés, mais se pose aussi en instrument capable d'abolir le salariat, de supprimer l'exploitation capitaliste et d'administrer avec le communalisme et la coopération en dissolvant l'Etat et ses organes nuisibles.

VARIETES

DE COOPERATION

Il est évident que la coopération est envisagée selon les intérêts. Certains la présentent comme une entreprise auxiliaire qui ne saurait se suffire à elle-même, d'autres comme une association de producteurs, de consommateurs qui poursuivent les mêmes buts qu'une entreprise capitaliste.

D'autres encore, comme un mouvement utile aux partis politiques qui veulent socialiser une partie de la vie économique.

Enfin certains observateurs estiment qu'elle a les moyens de transformer la structure économique et sociale. Il apparaît qu'elle soit capable d'atteindre cet objectif appuyé sur le syndicalisme et le communalisme. Nous disons en s'appuyant sur le syndicalisme afin que la lutte de classe soit sauvegardée, afin que le prolétariat ne soit pas détourné de son objectif final : la destruction du capitalisme.

Nous l'appuyons sur le communalisme pour que l'Etat soit exclu de l'administration sociale au bénéfice des communes autonomes fédérées et confédérées.

Dans la réalité, coopération, syndicalisme, communalisme sont confondues. Ils forment un tout que l'on disjoint pour les besoins de l'analyse. Sans doute, ces trois forces sont bien faibles en face de l'immense force du néo-capitalisme moderne que l'Etat absorbe lentement, mais elles représentent trois points d'appui à partir desquels l'action prolétarienne peut avoir un sens, grosse de ses espoirs d'émancipation. Ces trois rochers balayés par une tempête d'égoïsme, de folie guerrière et de cruauté, laisseront peu à peu voir leurs formes puissantes englobées, à un moment où la stratégie prolétarienne doit être repensée et adaptée aux conditions techniques de cette deuxième moitié du XX^e siècle, éclairée par les leçons de deux guerres mondiales et trois « révolutions » totalitaires.

ZINOPOULOS.

POUR LA PROPAGANDE
DEMANDEZ
LES PAPILLONS
« LE LIBERTAIRE »
Le seul Journal
Révolutionnaire
Le cent 30 fr. franco 45 fr.
Les 500 150 fr. franco 180 fr.
La F.A. vient d'édifier une affiche triangulaire d'une excellente portée publicitaire ! Groupes, passez vos commandes !
par 60 affiches : franco 165 fr.
par 120 affiches : franco 310 fr.
par 180 affiches : franco 460 fr.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.). Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (60 fr.). — G. Olivan (en espagnol) : Le Romancero de la Libertad, 90 fr. (105 fr.). — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.). — Marcel Rioutard : Un jour viendra, 135 fr. (150 fr.). — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.). — Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (230 fr.). — Léo Campion : A toutes fins utiles, 125 fr. (140 fr.).

RELIGION ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité, 40 fr. (50 fr.). — J. Cottereau : Le Complot clérical, 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et elle collaboré ? 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et Pétain, 120 fr. (150 fr.). La Cité sans Dieu, 75 fr. (105 fr.). — S. Faure : Les Douze Preuves de l'existence de Dieu, 15 fr. (25 fr.). La Fausse Rédemption, 15 fr. (25 fr.). L'Imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.). Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.). L'Eglise a menti, 50 fr. (80 fr.). La Naissance et la Mort des Dieux, 50 fr. (80 fr.). — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 12 fr. (17 fr.). Il vendit Jésus-Christ, 25 fr. (35 fr.). — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.). Les Laideurs de la Religion, 30 fr. (40 fr.). La Cruauté de

SERVICE DE LIBRAIRIE

L'Eglise, 30 fr. (40 fr.). — Mussolini : L'Homme et la Divinité, 30 fr. (45 fr.). — A. Loriot : Les Jésuites, 30 fr. (40 fr.). L'Eglise contre les Travailleurs, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Limitation des Naissances, 50 fr. (80 fr.). Les Secrets des Jésuites, 30 fr. (45 fr.). Lourdes, 20 fr. (30 fr.). Les Crimes de l'Inquisition, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Guerre, 100 fr. (130 fr.). L'Eglise et l'Amour, 100 fr. (130 fr.). La Bible Comique, 200 fr. (245 fr.). La Vie Comique de Jésus, 200 fr. (245 fr.). Histoire des Papes, 250 fr. (245 fr.). La Vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.). Un Mois chez les Cures, 200 fr. (230 fr.). Pour ou Contre la Libre-Maçonnerie, 50 fr. (65 fr.). La Libre Pensée au Micro, 60 fr.

(90 fr.). La Vérité sur la « Vierge de Boulogne », 12 fr. (17 fr.). — Abecassis : La Honte des Siècles, 150 fr. (180 fr.). — V. Veignaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.). — L. Fraterre : Les Progrès du Clericalisme, 20 fr. (30 fr.). Sottises et Erreurs du Catéchisme, 40 fr. (55 fr.). — Deux Zeltes : La Tyrannie Cléricale, 20 fr. (30 fr.). — E. Herriot : La Vie de Michel Servet, 20 fr. (30 fr.). — G. W. Foote : Histoire des Vierges Mères, 50 fr. (65 fr.). — F. Langevin : La libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.). — Moutet-Rousset : Le Christ a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.). — A. Fica : La question juive, 20 fr. (30 fr.). — Lesigne : L'irreligion de la Science, 165 fr. (196 fr.). — Abbé Rasi-

bus : Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 fr.). — D. Diderot : La Religieuse, 150 fr. (195 fr.). — P.-J. Proudhon : Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. (45 fr.). Dieu c'est le Mal, 30 fr. (40 fr.). — Voltaire : Ecraisons l'Infâme, 125 fr. (155 fr.). — XX. : Les Livres secrets des Confesseurs, 400 fr. (445 fr.). — M. Boll : Pourquoi y a-t-il encore des croyants, 15 fr. (25 fr.). — Deux Spehl : La Création, 60 fr. (90 fr.). Lourdes et la suggestion, 60 fr. (90 fr.). — Abbé Turmel : La Bible expliquée, 125 fr. (155 fr.). Le Suiare de Turin, 60 fr. (90 fr.). Les Religions, 125 fr. (155 fr.). — J. Marestan : L'Impudicité religieuse, 100 fr. (130 fr.). — Abbé J. Claraz : La Faillite des Religions, 150 fr. (180 fr.). Le mariage des prêtres, 160 fr. (190 fr.). — Cettremoy : Religion et Sexualisme, 125 fr. (155 fr.). — Chamilly : Lettres d'Amour d'une Religieuse, 100 fr. (130 fr.). — J. Bossu :

Histoire des Borghia, 100 fr. (130 fr.). L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.). Le Christ légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.). Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.). — Fredonnet : La malhonnêteté du clergé chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hober : Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hériot : L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.). — Lucien Lefoyer : La Vie de Jésus, 60 fr. (75 fr.).

Notre service de librairie recherche les tomes 3, 5, 6, des œuvres complètes de Michel Bakounine. Ecrire au journal,

Prérez d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (XX), C.C.P. 5561-76.

SI TOUS LES CHEMINOTS...

QUI, si tous les cheminots qui lisent le Libertaire, chaque semaine, et approuvent ses positions; si tous les cheminots qui s'inspirent de nos articles sur la S.N.C.F. pour intervenir dans leurs syndicats respectifs, faisaient un petit effort, nous pourrions leur réserver une plus large place, nous pourrions être assurés du lendemain.

Il ne suffit pas seulement de dire que nous avons raison, il faut participer à nos efforts. Ce n'est pas, ici, notre lutte que nous menons, mais la vôtre.

Nous avons des lecteurs communistes, socialistes, chrétiens, abondancistes, inorganisés. Cela fait bien du monde. Lampistes, commis, chauffeurs, vous avez reçu votre prime de fin d'année. La vie est dure, nous en savons quelque chose. Mais pas un de vous ne peut soutenir qu'il n'aurait pu distraire cinq cents francs pour notre Libertaire. S'il disparaissait, en seriez-vous contents? Ne seriez-vous pas, en définitive, les premiers atteints?

Que chaque cheminot lecteur du Lib, abonné ou au numéro, nous fasse parvenir 500 francs, et la haute maistrance de la S.N.C.F. entendra encore quelques vérités.

Ne dites pas que le Lib n'a aucune influence: vous savez parfaitement qu'il est lu dans tous les milieux syndicaux. Il est sur la table de tous les directeurs. Il les inquiète, il les ennuie.

Cinq cents francs, c'est six paquets de tabac, ou quelques apéritifs dont on peut facilement se passer. 500 francs, ce n'est rien, mais, pour le Lib, c'est tout.

Vous êtes dégoûtés, vous en avez marre, vous êtes sollicités de tous côtés. Mais vous n'avez pas de meilleur instrument de bataille que le Lib. Il est au-dessus de la mêlée. Vos cinq cents francs lui permettront de s'y tenir.

Ne dites pas: « Oh! la barbe. » Même quand il est mal fichu, il est supérieur à votre quotidien. Il n'a pas toutes les qualités, bien sûr. Etes-vous certains qu'il a tous les défauts?

Il est à l'avant-garde de la lutte pour l'amélioration de votre condition.

Vous serez à l'avant-garde des donateurs.

Cheminots de Béziers, Toulouse, Bordeaux, Pertuis, Marseille, Brest, Morlaix, Amiens, Villeneuve, Boulogne, c'est à vous que je pense. Ne vous découragez pas. Nous n'avons pas déserté le combat. NOUS NE LE DESERTERONS PAS. Vous le verrez sous peu.

Pensez au Libertaire.

Ce n'est pas pour la gloire qu'il travaille: c'est pour gagner la bataille. Avec vous.

Fernand ROBERT.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

“ILS” ONT OBTENU LES 3.000 fr.

par René GUY

Nous avions dit que les patrons et l'Etat n'accorderaient que ce qu'ils avaient décidé de donner dès avant les grèves, c'est-à-dire en moyenne 5 à 8 pour cent. C'est exactement ce qui se produit, et cela ne nous fait pas rire. Mais il en est qui s'en tirent avec honneur.

Il était question d'une demande d'augmentation de 3.000 fr. par mois. Non hiérarchisée, disait « la base ». Hiérarchisée, disaient les cadres et les ouvriers qualifiés. Les cadres ont obtenu leurs trois mille francs. L'augmentation était de 800 francs pour le manoeuvre, coefficient 100, les cadres étant au coefficient 435 obtiennent 3.400 francs environ. Encore un coup pour rien. Car on ne viendra pas nous compter sérieusement que trois mille francs améliorent sensiblement une paie de 40.000 fr. Mais trois mille francs pour celui qui n'en gagne que 15.000, c'était autrement sérieux.

A la S. N. C. F., l'échelle 1 reçoit 750 francs, l'échelle 19 3.230 francs. Sans coup férir, les cheminots ayant fait entendre de différents côtés qu'ils en avaient assez d'être roulés.

En définitive, ce sont encore et toujours les mêmes qui sont servis. Mais nous pouvons bien dire ici que les trois mille francs LA BASE eussent été accordés, si la grève avait été généralisée simultanément, au lieu de partir en chaîne suivant des plans prémédités, suivant la politique. Toutefois, on n'aurait pu éviter la hiérarchisation de cette somme, car les ouvriers qualifiés, qui cons-

tituent 30 pour cent environ de la classe ouvrière, rejoignent les cadres et s'opposent à la non-hiérarchisation, sous des prétextes qui paraissent défendables mais qui, en réalité, dissimulent mal une redoutable mesquinerie. Cette position apporte de l'eau au moulin patronal. Nous voudrions pourtant savoir ce que deviendrait un P. 3 s'il n'avait pas un manoeuvre pour le servir. Se ferait-il manoeuvre lui-même? On remarquera que le temps vient où, les jeunes considérant qu'il faut avoir un bon métier en mains pour vivre à peu près, tous les ouvriers seront hautement qualifiés. Lequel d'entre eux se décidera alors à pousser la brouette? Si nous avions la possibilité d'aller au fond du problème qui se posera dans quelques années, — déjà, il n'est pas rare de rencontrer des contre-maîtres sans travail — nous verrions à quelles dangereuses contradictions la

giques — cette voie de garage des mathématiciens — pour le calculer.

C'est TRENTE MILLE francs qu'il faut actuellement, par mois. Personne ne peut le contester de bonne foi.

Au surplus, devant l'accroissement de la production dans tous les domaines,

nous ne serions pas autrement étonnés de voir le patronat proposer lui-même une somme s'en approchant quelque peu, dans une période relativement rapprochée. Seulement, il y mettra des formes. Des formes qui pourraient bien être surmontées d'un képi étoilé.

Les anarchistes se doivent de rester sur la brèche, dans les syndicats.

Renforçons nos rangs, faisons des sympathisants, soyons présents partout: C'est encore à nous de jouer.

CHEZ RENAULT

La première leçon de la grève

LUNDI 20 mars rentrée totale chez Renault. La décision en fut prise par le Comité central de grève dans sa dernière réunion (elles ont été rares pendant ce mois de grève).

Ce n'est pas avec joie que les ouvriers ont repris le travail car ils ont le sentiment très net d'avoir perdu une bataille. Mais les nombreuses manifestations, délégations et débrayages qui eurent lieu dans cette journée du lundi pour protester contre des licenciements et des sanctions nous prouvent qu'ils ne sont pas abattus et qu'ils n'abandonnent pas la lutte. Cette saine réaction spontanée en dehors de toute influence syndicale ou politique est de bon augure pour les prochains combats.

Nous constatons aussi que la majorité des ouvriers ont le sentiment d'avoir été roulés et que cette grève

n'a pas répondu à leurs espoirs: une grève générale, donc rapide, qu'il était très possible de faire quoi qu'en disent les bonzes syndicaux.

Vu son départ, son dévouement désordonné, la solidarité qui ce bornait à des paquets de lentilles, la fin lamentable de cette grève ne nous étonne en rien.

Les organisations syndicales ont leur grosse part de responsabilité dans le sabotage de ce mouvement, elles qui ne firent rien pour son extension rapide de quoi nous n'avons cessé d'exiger à chaque occasion possible (Comités de grève des départements et Comité central).

Notre camarade Gil par exemple a présenté dès les premiers jours une résolution constructive pour l'extension rapide de la grève qui fut repoussée chaque fois après les argumentations de Linet. Nous aurions cru que la présence de « révolutionnaires » du S.D.R. en ce Comité nous aurait été favorable mais hélas l'unité des sommets est une chose fragile. Que ne ferait-on pas pour la conserver! Ce qui prouve qu'une unité solide ne peut être que celle de la base.

L'attitude des dirigeants de Force Ouvrière, Decotigny en tête, fut particulièrement écoeuvrante par leur abandon de la lutte au dernier moment, eux qui bouffaient du lion dès les premiers jours. Quant aux rares jaunes qui commencèrent le travail protégés par les « flics » c'est avec des actes et non des insultes que nous aurions dû agir pour leur faire comprendre.

La preuve était faite une fois de plus que les grèves isolées nous mènent à la défaite, préparons-nous sérieusement pour la prochaine bataille qui doit être logiquement générale.

Et pour ceci que chaque camarade conscient de cette nécessité commence à former dès maintenant des groupes organisés dans chaque atelier pour être en mesure de mener à bien l'organisation et la réussite de cette lutte du prolétariat contre la classe possédante et son support l'Etat.

GRUPE ANARCHISTE RENAULT.

Dédié aux camarades THOREZ, DUCLOS et CACHIN et à leurs électeurs

...Si l'on prend les pays capitalistes, on y voit s'exercer entre députés et électeurs des relations originales, je dirais même assez particulières. Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec leurs électeurs, sont aux petits soins pour eux, leur jurent fidélité, leur prodigent une foule de promesses... Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent du tout au tout... Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre et indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais; il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables; il peut faire toutes les culbutes qu'il veut; il est indépendant...

STALINE (Moscou 11 déc. 1937.)

C. N. T.
UN GRAND MEETING
DE PROTESTATION
LE JEUDI 6 AVRIL
A 20 H. 30
A LA MUTUALITE

LE SANG COULE EN ESPAGNE
Après tant d'autres victimes représentant toutes les nuances de l'opposition au régime: 27 antifascistes sont menacés de mort! pour avoir voulu résister à la DICTATURE!
Un procès monstrueux se prépare pour décider l'exécution méthodique des forces les plus agissantes de la résistance à FRANCO.

Revue de la Presse syndicale

L'enfant terrible

Nous avons toujours eu, dans ces colonnes, beaucoup d'indulgence pour les mots d'enfants. Et l'innocente naïveté de Rose Etienne de Force (?) ouvrière est désarmante. Lisez plutôt:

« Sans doute le préambule de la Constitution indique-t-il que le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. Mais encore faut-il le savoir ce que le législateur a voulu dire par là.

« Protéger les installations contre le sabotage ou l'incendie en cas de grève a toujours été le souci majeur des syndicalistes dignes de ce nom.

« Et les abus commis dans ce domaine par des fautes ou des incompétences ne doivent pas permettre aux adversaires de la classe ouvrière de retirer pratiquement aux travailleurs un droit qu'ils tiennent de la Constitution... »

« Est-ce à dire qu'il faille faire grève à tout bout de champ? Tout le monde sait que ce n'est pas à la C.G.T.-F.O. que l'on abuse de la grève ou qu'on lui assigne des objectifs de politique partisane... »

Et enfin parodiant le Populaire: « Il y a d'autres moyens d'éviter les grèves nombreuses et fréquentes. C'est d'abord que le patronat et les pouvoirs publics comprennent qu'il vaut mieux céder à des revendications justifiées que d'attendre d'y être contraints par la cessation du travail... »

Vous avez bien lu. Les abus de quelques fanatiques (sic), allant jusqu'à jeter à la mer une rampe de V2, dont chacun connaît l'utilisation pacifique, doivent être impitoyablement condamnés. Et par la morale et par le droit. Qu'advient-il en effet, si un quelconque miriflore en salopette pouvait se permettre de briser de ses mains les canons colportés de civilisation bien française?

Haro sur l'inconscient!
Et puis, peut-on sensément concevoir que les travailleurs puissent, à leur guise, lorsqu'ils en ont bien marre, déclencher une grève? Non et non! Pas de ça! Est-ce de l'enfance ou du gâtisme? Guili-guili, Rosette!

Marxisme et catéchisme

Le vieux crocodile de la C.G.T., parage dans la Vie ouvrière sa pitance avec le catholique Debray, « combattant » de la paix.

« Vous êtes catholique, avez-vous dit, Debray, le 5 mars dernier, à Buffalo, où vous représentiez les Combattants de la Paix et de la Liberté.

« Tant mieux! Car vous avez démontré que nous autres, communistes, ne sommes pas seuls à penser juste à dire la vérité et à exalter l'union dans le combat contre les forces du mal. »

Tiens! Et nous qui pensions que seuls les staliniens détenaient la vérité infuse.

« Vous avez également déclaré, Debray, que l'U.R.S.S. ne menaçait personne, que le peuple soviétique et son gouvernement voulaient la paix. J'ai toujours pensé qu'un bon catholique ne doit dire que la vérité; ce principe me fut appris jadis au catéchisme, il a toujours dicté notre li-

gne de conduite à nous, communistes, et cette vérité vous l'avez dite.

« C'est alors que vous avez appelé à l'union et à l'action contre la guerre et les provocateurs de guerre.

« Cela faisait chaud au cœur de vous entendre.

« Ainsi s'unissent, par delà les différences de doctrine et de croyance, les hommes de cœur et de volonté pour le combat du pain, de la paix et de la liberté... »

Décidément Monmousseau est un prodige de la boutade et le R.P. Riquet un fameux dialecticien. Ce dernier ne disait-il pas, dans sa dernière conférence de Carême, que le marxisme s'apparente au catholicisme par de nombreux points communs? Le catéchisme par exemple — dont personne, à notre connaissance n'a osé dire qu'il a toujours inspiré la « ligne » du P.C.F.

Toutefois, à la place du sieur Debray, nous verrions d'un mauvais œil cette main tendue. Car Monmousseau, il n'y a guère longtemps de cela, ne tenait-il pas un langage identique au Père Riquet avant de le vouer aux enfers trumanien?

Syndicalisme et corporatisme
Dans la Nouvelle Tribune (fonctionnaires et retraités C.G.T.-F.O.), Suzy Chevet constate que l'ingérence des politi-

ciens dans le mouvement syndical a conduit celui-ci vers le « corporatisme ». Et elle poursuit:

« Est-ce là une raison pour nous replier sur nous-mêmes? Pour laisser le champ libre aux mauvais bergers du syndicalisme? Devons-nous alors nous contenter de l'étiquette phylacée des revendications démentielles? Toujours ailleurs sans cesse remises en question? Nous trions alors au suicide.

« Eh bien! malheureusement, c'est pourtant cela que certains camarades prôsent. La peur du stalinisme les aveugle au point de leur faire abandonner le syndicalisme et tout ce qu'il représente au profit du corporatisme, allant même jusqu'à particulariser le plus étroit. Les calculs de l'indice, la défense des statuts propres à chaque administration, activité aussi nécessaire lorsqu'elle fait partie d'un tout qu'elle est néfaste lorsqu'elle représente toute l'activité syndicale, voilà ce qui semble pour beaucoup seul valable et intéressant dans le mouvement syndical... »

Nous ne pouvons que souscrire à cette conclusion. Le syndicalisme ne pourra se survivre que s'il dépasse les plateformes exigües des revendications alimentaires.

Le problème étudiant

(Suite de la première page)

mier abord, qu'il y ait là une contradiction...

Nous verrons que cette contradiction n'a rien de dialectique, car elle est illusoire.

Bouchet, de Lyon, définit le sens incontestable, selon lui, de la revendication des étudiants.

« Semblable situation, spécialement dans un pays où a cours la maxime: « Aide-toi, l'Etat-Providence t'aidera », appelle une action étudiante, et, pour entreprendre cette action, un mouvement approprié. »

Toujours est-il que demeurent les faits suivants, cités par Chatagnier, du Comité Parisien.

« Tout d'abord le coefficient de tuberculose dépeçait chez les étudiants qui, de 5 pour 1.000 en 1945, est passé, dès 1946, 47, à 7 pour 1.000, atteignant même 11 pour 1.000 à Marseille et 12 pour 1.000 aux Beaux-Arts, à Paris. En second lieu, le pourcentage des sujets dont la cutiréaction est positive, qui, augmentant sensiblement d'année en année, prouve que la population étudiante est, dans son ensemble, plus intensément tuberculisée. Enfin la progression de demandes de placement en sanatorium universitaire et la nécessité d'ouvrir de nouveaux lits. »

Que préconisent les « défenseurs », professionnels des étudiants?

Annie Besse, toujours vante en ces termes le pseudo-marxisme du P.C.

« Contre l'enseignement officiel de la bourgeoisie, contre cet enseignement exsangue comme un corps de femme morte, desséchant comme un vent d'été, contre cet énorme mensonge, ceux qui sont les plus ardents et passionnés amoureux des choses de l'esprit orient pour un autre enseignement et partent à la recherche de valeurs nouvelles. Or, dans cette quête, ils rencontrent inéluctablement le marxisme, seule idéologie cohérente et conquérante de notre temps, parce qu'idéologie de la classe ouvrière, classe montante. Ils entendent la grande voix de notre parti qui indique:

Je t'aime, je t'aime, camarade Staline, comme dit Rolland-Doukhan. »

Dans « Clarté », journal des Etudiants Staliniens du 12 janvier 1950.

Tandis que Poujade, responsable à la formation politique des Etudiants R.P.F. affirme:

« Nous n'avons pas le choix. Pour garantir l'indépendance et la sécurité du pays, pour assurer le triomphe de la Démocratie, nous savons, nous, étudiants R.P.F., que nous n'avons qu'un chef et qu'un mouvement. Nous ne pouvons songer aller ailleurs. Notre refus du totalitarisme nous dictait notre choix. »

Cependant, les délégués au Conseil de l'Université se cabrent aux reproches qu'on leur adresse. Leurs adversaires affirment en effet:

« La manoeuvre est nette: Ce sont les pouvoirs publics et universitaires qui, craignant une émancipation par trop inopportune des étudiants, ont aussitôt, aidé et poussé les délégués en avant. »

(Dans « Université-Information »).

Par ailleurs, Trouvat, Bonze-à-tout-faire de l'U.N.E.F., proclame la Hiérarchie:

« Certes les étudiants, considérés comme des élites, ont droit à des avantages considérables, mais à condition de constituer une élite réelle et de travailler à

acquérir la meilleure compétence technique. »

Enfin, l'Université de Paris, elle-même, fait apposer partout des affiches jaunes, décrétant:

« Toute manifestation politique ou professionnelle (distribution de tracts, quêtes, etc.) est interdite. »

Ce qui n'empêche le mouvement de Fédération des Etudiants révolutionnaires (F.E.R.) de se déclarer avec beaucoup de bon sens et de courage.

Pour le refus collectif et concerté de l'oppression sous toutes ses formes, politique, économique et sociale, par la grève, l'action directe, l'utilisation de tous les moyens de pression révolutionnaire.

La gestion administrative des Facs, écoles, restaurants, etc. par les étudiants.

La transformation radicale des structures sociales et économiques.

Le fédéralisme intégral, c'est-à-dire la démocratie réelle (développement des groupes d'études, coopératives, etc.)

Contre: La désorganisation et l'inefficacité des études qui sont, en fait, une production en série de ratés dans tous les domaines.

La politique réactionnaire des gouvernements français (en particulier discrimination économique et raciale).

La duperie de la revendication politique et légale et le réformisme de toutes les organisations étudiantes existantes.

L'hypocrisie et l'incapacité des bureaucrates des Facultés, Sécurité Sociale, restaurants universitaires, cité, sanna, etc. »

Que signifie tout cela? que sont ces organisations, et que se passe-t-il réellement? Nous allons maintenant en venir aux faits:

Charles DEVANÇON.

N. M. P. P.

Le camarade Joyeux demande à tous les sympathisants travaillant au N.M. P.P. de se mettre immédiatement en relation avec lui.

Ecrire, 145, quai de Valmy, Paris X^e.



POUR L'ENTRAIDE

Dans la dernière page internationale du Lib nous rappelions l'attaque de trois jeunes camarades de la Fédération Anarchiste Ligurienne contre le consulat franquiste de Gènes.

Un Comité s'est constitué pour défendre ces militants.

Deux de nos jeunes camarades se sont empressés.

Souscrivez à Moine, 10, rue Bichat, Paris. C.C.P. Paris: 4730-94.

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER!
Merci